

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Conseil d'administration

Séance du 12 novembre 2024

Extrait du Procès-verbal

Délibération n°91-2024 CONTRIBUTIONS DES COMMUNES ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE POUR L'ANNEE 2025

Le 12 novembre 2024, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du SDIS à Périgny, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

Date de la convocation : le 17 octobre 2024

Etaient présents :

Membres ayant voix délibérative :

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BARRAUD, BAUDON, BESSON, BLANC, BOTTON, CABRI, CAMPODARVE, DE ROFFIGNAC, DUGUE, GRENON, LABARRIERE, MARCHAIS, PONS, SOULISSE.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	12
	présents :	16

Membres de droit :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture, Mme le payeur départemental

Membres ayant voix consultative :

Madame et Messieurs : le contrôleur général MARCAILLOU, le capitaine DUMILLARD, PINAUD.

Assistaient également :

Madame et Messieurs : CHEDOUTEAUD, le colonel LEPAGE, la secrétaire générale du Conseil départemental, les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement.

Etaient excusés :

Monsieur le Préfet

Mesdames et Messieurs : DESPREZ, GUILLEN, GRAU, LIGONNIERE, MARCILLY, NASSIVET, PAPINEAU, PROU, PROTEAU, RAFFARIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le médecin-colonel AUDFRAY, le sergent-chef PRIOUR, le sergent-chef FERRY, le lieutenant LARGE, le capitaine FAIVRE, l'adjudant-chef RUCHAUD, le sergent-chef BENOIST

**CONTRIBUTIONS DES COMMUNES ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION
INTERCOMMUNALE POUR L'ANNEE 2025**

**Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la
Charente-Maritime,**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 1424-35,

Vu le tableau récapitulatif du montant des contributions 2025 des communes et EPCI au budget du SDIS (annexe A du rapport du président du Conseil d'administration),

Vu le tableau récapitulatif des critères de répartition issus des fiches individuelles DGF de la DGCL pour chaque commune et EPCI (annexe B du rapport du président du Conseil d'administration),

Vu le tableau récapitulatif de la moyenne sur 7 ans des heures hommes cumulées d'intervention par commune hors interventions « autoroute » et « mer » (annexe C du rapport du président du Conseil d'administration),

Vu le tableau récapitulatif de la moyenne sur 7 ans du nombre d'intervention par commune hors interventions « autoroute » et « mer » (annexe D du rapport du président du Conseil d'administration),

Vu le tableau récapitulatif du nombre de sapeurs-pompiers volontaires conventionnés par commune et EPCI au 1^{er} septembre 2024 (annexe E du rapport du président du Conseil d'administration),

Vu le tableau récapitulatif de la liste des communes défendues en premier appel par des centre d'incendie et de secours mixtes et le ratio SPP pour 1000 habitants par commune au 1^{er} septembre 2024 (annexe F du rapport du président du Conseil d'administration),

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

En vertu de l'alinéa 3 de l'article L.1424-35 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les modalités de calcul et de répartition des contributions des communes et des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents pour la gestion des services d'incendie et de secours au financement du Service départemental d'incendie et de secours sont fixées par le Conseil d'administration de celui-ci. Ces contributions doivent être notifiées aux communes et EPCI compétents avant le 1^{er} janvier de l'exercice concerné.

L'alinéa 8 du même article précise que le montant global de ces contributions est plafonné au montant global versé par ces collectivités lors de l'exercice précédent, augmenté de l'indice des prix à la consommation.

Il est proposé de reconduire pour les contributions de l'année 2025, le mode de calcul et de répartition de la contribution définis et mis en place à compter du 1^{er} janvier 2019 conformément à la délibération n°95-2018 du CASDIS du 14 décembre 2018.

Les travaux d'études et de réflexion pour une meilleure prise en compte des efforts consentis par les collectivités dans le cadre de la mise à disposition de leurs personnels ayant la qualité de sapeurs-pompiers volontaires conventionnés se poursuivent.

Pour l'année 2025, sur la base de l'évolution de l'indice INSEE des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France - Ensemble hors tabac, identifiant 001763852, entre août 2023 (118,00) et août 2024 (120,01), le montant de la contribution globale est augmenté de +1,7%, pour un montant total de 21 599 633,34 €.

Le montant global 2025 des contributions des communes et groupements est donc déterminé comme suit : 21 238 577,52 € (montant 2024) + 361 055,82 € (hausse de +1,7 %) soit 21 599 633,34 €.

Le montant du dégrèvement par sapeur-pompier volontaire employé dans les communes et EPCI compétents pour l'année 2025 est déterminé comme suit : 912 € (montant 2024) + 16 € (augmentation de +1,7%) soit 928 € (montant 2025).

Le tableau des contributions 2025 (annexe A du rapport) retrace pour chaque commune et EPCI le montant de la contribution cible, la contribution 2024, le montant total dû, ainsi que les indications habituelles concernant les variations en pourcentage et en valeurs entre les contributions 2024 et 2025.

Les annexes B à F du rapport présentent les valeurs des différents critères de pondération et de dégrèvement appliquées dans le calcul et la répartition des contributions 2025.

La création de la nouvelle commune de Rives-de-Boutonne, fusion des communes de Nuaillé-sur-Boutonne et Saint-Georges-de-Longuepierre est prévue au 1^{er} janvier 2025. Celle-ci n'est pas prise en compte dans les tableaux présentés. La notification des contributions 2025 devant être effectuée avant le 31 décembre 2024, celle-ci sera adressée distinctement à chacune de ces deux communes. Sur l'exercice 2025, un titre unique pour un montant égal à la somme des deux contributions des communes fusionnées sera émis et adressé à la commune de Rives-de-Boutonne sur la base de l'arrêté préfectoral portant création de cette nouvelle collectivité.

Le tableau de calcul des contributions est consultable auprès des services du SDIS.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'arrêter le montant total des contributions 2025 à la somme de 21 599 633,34 € ;
- d'arrêter les données telles que présentées dans l'annexe A jointe au rapport du président du Conseil d'administration ;
- d'arrêter le montant de chaque contribution pour l'année 2025 tel qu'il ressort du tableau joint en annexe A au rapport du président du Conseil d'administration ;
- d'arrêter les données telles que présentées dans les annexes B à F jointes au rapport du président du Conseil d'administration.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration



Stéphane VILLAIN

Certifié, publié et exécutoire

le 12 NOV. 2024

C12112024 DEL 91

Pour le Président du conseil d'administration
et par délégation
le Directeur départemental

Contrôleur général Didier Marcaillou